

Le Bercaïl

Bulletin de la Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines

Thetford Mines, avril 2004

Volume 13, numéro 1

On brasse des affaires



Conseil d'administration de la Caisse populaire de Thetford Mines en 1943.

De gauche à droite : A. Turcotte, Fortunat Dionne, A. Dumas, Albert Belleau, P.A. Roberge, Eugène Lacerte, Daniel Roy, J.A. Campeau, Aristide Roy, J. Couture.

Source : Société des archives historiques de la région de L'Amiante - Collection Marc Samson



671, boulevard Frontenac Ouest, Thetford Mines G6G 1N1
Tél. : (418) 338-8591, poste 231
Télécopieur : (418) 338-3498
Courriel : sghrm@globetrotter.net
Site internet : <http://www.genealogie.org/club/sghrm>

SOCIÉTÉ DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE DE LA RÉGION DE THETFORD MINES

Organisme sans but lucratif, la Société favorise l'entraide des membres, la recherche en généalogie et la diffusion de l'histoire de notre région. Elle permet également d'acquérir des connaissances généalogiques par la publication de ses répertoires.

Siège social : Collège de la région de L'Amiante
671, Boul. Frontenac Ouest, Thetford Mines, Québec G6G 1N1
Tél. : (418) 338-8591 poste 231 Télécopieur : (418) 338-3498
Courriel : sghrtm@globetrotter.net
Web : <http://www.genealogie.org/club/sghrtm/>

CONSEIL D'ADMINISTRATION EXÉCUTIF 2002-2003

PRÉSIDENT : RENALD TURCOTTE
VICE-PRÉSIDENTE : JEANNETTE GIGUÈRE
SECRÉTAIRE : CÉLINE ROY
TRÉSORIER : FRANÇOIS PELLERIN

CONSEILLERS

YVES BOURASSA
MARCEL DOYON
FRANÇOISE GRENIER
STÉPHANE HAMANN
MICHEL LAFONTAINE

PUBLICATIONS

SACRÉ-CŒUR-DE-MARIE
SAINT-JEAN-DE-BRÉBEUF
SAINT-JACQUES-DE-LEEDS
SAINT-JOSEPH-DE-COLERAINE
ANGLOPHONES (CO. MÉGANTIC)
SAINT-ANTOINE-DE-PONTBRIAND
SAINT-NOËL-CHABANEL, THETFORD MINES
SAINT-DÉSIRÉ-DU-LAC-NOIR, BLACK LAKE
SAINT-MÉTHODE
ROBERTSONVILLE
SAINTE-MARTHE, THETFORD MINES
SAINTE-CLOTILDE (BEAUCE)
THETFORD MINES (ACTES CIVILS)
SAINT-ANTOINE-DANIEL
SAINT-ÉPHREM (BEAUCE)
SAINT-PIERRE-DE-BROUGHTON
AU-DELÀ DE L'AMIANTE
SAINT-ALPHONSE, THETFORD MINES (bapt.)
ASCENDANCES FAMILLES RÉGION AMIANTE
SAINT-HENRI-DE-LÉVIS (bapt.)

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ

COMITÉ

REVUE
INFORMATIQUE
PUBLICITÉ
INTERNET

DIRECTEUR

JEANNETTE GIGUÈRE
MICHEL LAFONTAINE
CÉLINE ROY
STÉPHANE HAMANN

HEURES D'OUVERTURE

LUNDI AU JEUDI : 8H15 - 21H00
VENDREDI : 8H15 - 17H00

DU 1^{ER} SEPTEMBRE AU 1^{ER} JUIN
SAMEDI : 13H00 - 16H00
DIMANCHE : 13H00 - 16H00

COTISATION ANNUELLE DES MEMBRES

MEMBRE INDIVIDUEL 20,00\$, ÉTUDIANT 10,00\$

LA COTISATION COMPREND L'ABONNEMENT À LA REVUE « LE BERCAIL »

ISSN 1192 - 599X

Les articles sont l'entière responsabilité des auteurs. Il peuvent être reproduits avec mention de la source, sauf si l'auteur tient expressément à ses droits.

Enfin, le retour de la belle saison du printemps avec son abondance de lumière qui énergise nos plus beaux projets et favorise leur éclosion.

Le présent « Bercaïl » nous ramène une fois de plus en arrière. Son but, nous faire découvrir par l'entremise de certaines structures de notre économie, la circulation de l'argent entre les gens et ce, au début des années 1900.

Entrons dans le temps...

Nous sommes au cœur d'un village, un beau matin, sur une rue commerciale. En écoutant, l'on entend le sifflement de l'arrivée d'un train, le crissement des roues des voitures sur la terre battue, le pas des chevaux, le claquement des talons sur les trottoirs de bois accompagné des bavardages sur les derniers potins.

En regardant, l'on voit des gens qui défilent rapidement, limités par le temps qu'ils se sont accordés pour leur période de magasinage. Ils vont directement au but, sans rien voir d'autres. Il y a aussi ceux qui circulent lentement, regardant les étals, faisant le fameux lèche-vitrines qui justifie le travail de ceux qui ont œuvré à disposer savamment les nouveautés pour nous en mettre plein la vue. Les affiches stylisées apposées aux façades ou battant en retrait sur leurs ferrures nous informent des services offerts. Trois d'entre elles nous attirent particulièrement : *la Caisse populaire*, *le magasin O'Brien* et *le magasin Setlakwe*. Nos textes décrivent les grandes lignes de leur histoire.

La Caisse populaire, avec son mouvement coopératif qui fait son originalité, crée une grande famille. Nous allons voir son implication et sa propagation régionale.

Les magasins O'Brien et Setlakwe font ressortir des structures familiales. Le premier, le magasin O'Brien, ayant connu ses heures de gloire, a dû fermer ses portes après de longues années pour aujourd'hui revivre dans une vocation de diffusion de l'histoire et du patrimoine régional. Le second, le magasin Setlakwe, nous donne une belle histoire de famille qui a œuvré dans le commerce et qui, aujourd'hui, œuvre encore avec une relève solide et apte à réaliser de nouveaux projets.

Une fois de plus, un numéro de collection.

Par la présente, je remercie aussi les bénévoles et les membres du conseil d'administration pour le beau travail réalisé. Ensemble, nous sommes de grandes choses.

Bonne lecture!

Renald Turcotte

Il fut un temps, au début des années 1900, où les gens pour gagner leur vie, dépendaient directement du temps accordé au travail. Les journées débutaient à l'aube pour se terminer au crépuscule. Le temps n'avait pas la même importance que nous lui accordons aujourd'hui, mais ce qui devait être fait l'était dans les délais. Certaines tâches vitales ne pouvaient être remises à plus tard. Des liens directs avec mère nature dictaient l'action à prioriser. Le climat et les saisons orientaient les actions à accomplir.

Le mode autarcique faisait que la qualité de vie de la majorité des personnes se résumait à peu de choses. Les surplus n'existaient pas ou s'ils se produisaient, ils étaient entreposés ou échangés. Parfois ils étaient vendus à prix modique permettant l'achat d'objets manufacturés ou de provenance étrangère. Une récolte infructueuse déstabilisait ce mode de vie fragile pour plusieurs années.

Suite à cette brève présentation, nous sommes appelés à nous poser la question suivante: «Qu'est-ce qui a permis à la population en général de s'orienter vers le mode de vie actuel?»

Les anciennes photos et vieux documents de la région nous permettent de constater la présence de certains établissements financiers telles que la « Quebec Bank » et la « Eastern Townships Bank ». Elles recherchent des profits et il leur paraît trop risquer de prêter à des gens de modeste condition. L'épargne et le crédit sont inaccessibles pour la classe ouvrière. Comme on se plaît à dire, les banques ne passent et reçoivent l'argent que des bien nantis.

Les gens quittent la campagne pour venir travailler dans les mines d'amiante à Thetford Mines et à Black Lake. Ils y gagnent des salaires minimes. Par contre, cette rémunération si petite soit-elle, représente pour eux un revenu intéressant. Le manque de connaissances dans les rouages de l'économie jouera des tours à plus d'un.

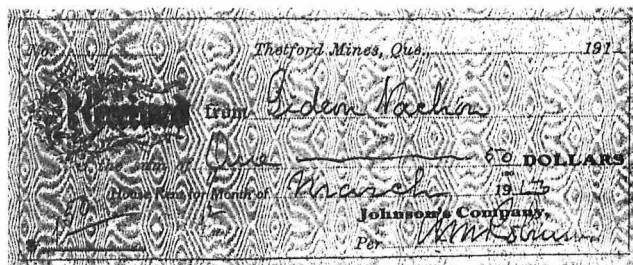


Billet fait à la Eastern Townships Bank en 1911.
Source : SAHRA – Fonds Renald Turcotte

Dans les mines, les cultivateurs (nouveaux employés) doivent travailler de longues heures à l'extraction du minerai avec des outils manuels. La résistance musculaire est durement éprouvée. La vigilance est de mise car les risques d'accidents sont nombreux dans ce secteur. Le retour à la résidence familiale est pour certains un problème, étant donné les distances à parcourir et la lenteur des

transports hippomobiles, il y a des travailleurs qui songent à demeurer à proximité de leur milieu de travail. Ceci va créer les premiers villages miniers, les maisons de pension, les bureaux des compagnies, les magasins généraux... et les résidences des travailleurs.

La semaine de travail n'est pas toujours fructueuse. Après avoir payé la chambre de pension, les repas, les outils... il ne reste que peu d'argent. L'on entre donc dans les rouages de l'économie, travailler pour vivre ou vivre pour travailler. C'était l'époque de la main-d'œuvre à bon marché.



Reçu, chambre de pension, Johnson's Co. 1913
Source : SAHRA – Fonds Renald Turcotte

Avec le temps, ce milieu se développe pour devenir un village minier car les gens de la campagne y ont cru. Il y a de plus certaines institutions financières qui vont aider cette classe laborieuse. Je nomme le mouvement Desjardins qui incite le monde ordinaire à épargner et, en cas de besoin, faire appel à leur coopérative financière pour obtenir crédit à des taux raisonnables. L'on voit donc se construire de belles petites maisons vernaculaires d'inspiration américaine car nous subissons l'influence internationale de nos voisins. Puis, divers services sont mis à la disposition de ce premier noyau de population tels que : chapelle, magasin général (magasin O'Brien), forgeron, charron, médecin, notaire, avocat... La prospérité grandissante du milieu fait que certains commerces (A. Setlakwe) se déplacent pour offrir leurs marchandises à la population. De petites entreprises (moulins à scie Bernier et Bélanger) s'installent également au village .

Pour se rendre à notre période, ce monde simple fut touché par de grands événements tels que : la première guerre mondiale (1914-1918), la crise des années 30, la seconde guerre mondiale (1939-1945), la grève de l'amiante en 1949, la révolution tranquille... Que de projets réalisés et combien encore à mémoriser.



Eastern Townships Bank sur la rue Notre-Dame à Black Lake
Source : SAHRA – Fonds Renald Turcotte

La nécessité de l'épargne et du crédit

Les nombreuses lectures, réflexions et discussions qu'a eues Alphonse Desjardins sur l'usure et ses méfaits l'ont donc amené à imaginer un système coopératif d'épargne et de crédit. Ce problème de l'usure est encore présent de nos jours et se classe au deuxième rang après le jeu comme revenu du crime organisé¹. L'usure ne date pas d'hier car, dans l'une des pièces de Shakespeare « Le marchand de Venise », il est mention d'un usurier nommé Shylock qui impose ses volontés à l'emprunteur dans les mots suivants : « Si vous ne me remboursez pas tel jour, en tel endroit, la somme ou les sommes énoncées dans l'acte, qu'il soit stipulé que vous perdrez une livre pesant de votre belle chair, laquelle sera coupée et prise dans telle partie de votre corps qui me plaira »² ! Cette citation, qui fait réfléchir, fut pour certains emprunteurs très près de la réalité car ayant emprunté d'usurier ils ont perdu tout ce qu'ils possédaient.

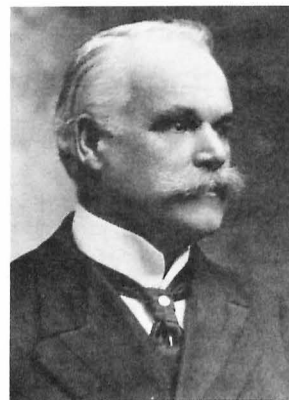
À la fin du 19^e siècle, l'agriculture est encore dominante au Québec. Selon le recensement de 1891, elle absorbe 65% de la population active et totalise 150 millions de dollars, soit 65% de la production globale de la province de Québec. Par contre, les secteurs miniers et manufacturiers ne totalisent ensemble que 6% de la production totale³.

Mais cette agriculture de subsistance, effectuée par les habitants, n'est pas du tout productive. Les terres, épuisées par le manque de rotation, ne produisent plus que le quart de leur rendement initial. Cette situation se répercute sur les animaux qui ont une production de mauvaise qualité.

L'accumulation de dépenses qui ne sont pas compensées par des gains ne tarde pas à engendrer chez l'agriculteur des problèmes monétaires.

En essayant de rétablir l'équilibre, ce dernier veut alors emprunter une certaine somme d'argent dans une institution bancaire, celle-ci refuse vu ses revenus trop incertains. L'agriculteur avait donc recours à l'usurier qui parcourait les campagnes à la recherche de profits élevés et faciles.

Les enfants de ces habitants grandissent dans un milieu difficile, ne veulent pas poursuivre l'expérience de leurs parents et se dirigent le temps venu vers la ville qui regroupe les manufactures où l'on trouve le bien-être. Cet état ne fut que passager, il engendra une nouvelle classe de gens sans emploi. Ceux-ci, en plus d'avoir perdu les liens avec la terre, se retrouvent en ville où l'usure est encore plus répandue. Les gens empruntent pour se nourrir et se loger. Plusieurs jeunes canadiens-français, n'ayant pas trouvé l'avenir qu'ils cherchaient, se dirigent alors vers les États-Unis pour améliorer leur sort. Le Québec perd alors une partie de sa relève.



Alphonse Desjardins
Fondateur des Caisses populaires

1 Fréchet, Lyne et Marcil, Claude, Dans les griffes du Shylock, Justice (La source fiable), mai 1984, vol. VI, no. 5 p. 15

2 William Shakespeare, Le marchand de Venise, Beaucoup de bruit pour rien, comme il vous plaira, Paris, éd. Garnier-Flammarion, coll. Texte intégral, 1964, p. 36

3 Roby, Yves, Alphonse Desjardins et les Caisses populaires (1854-1920), Paris, Éd. Fides, coll. Bibliothèque économique et sociale 1964, p. 1

Les objectifs

La situation alarmante qui se développe ne laisse personne indifférent. Le gouvernement, le clergé et des altruistes, tel Alphonse Desjardins, se penchèrent sur le problème et proposèrent différentes solutions. Si l'on élabore celle de M. Desjardins, elle se situe sur deux plans différents mais complémentaires. Il songe, en premier lieu, à changer la mentalité des classes laborieuses en les encourageant à épargner, combattant ainsi l'imprévoyance et l'individualisme. Le second objectif est d'assurer aux ouvriers et aux agriculteurs, les crédits nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels et ainsi réduire tout de suite les méfaits de l'usure.

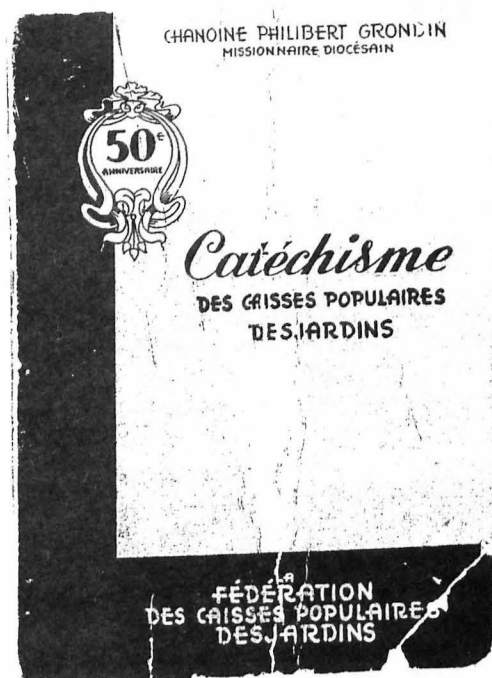
L'atteinte de ces deux objectifs, résumant plusieurs années de recherche du fondateur des Caisses populaires, a permis aux Canadiens-Français une certaine indépendance économique. Au service surtout des ouvriers, cultivateurs et mineurs, les Caisses populaires leur consentent des prêts à des taux que les institutions bancaires ne leur accordent pas.

Principes de base

Formée en société coopérative, la Caisse regroupe des personnes qui mettent leurs épargnes en commun pour se procurer du crédit à bon marché. La Caisse est aussi une coopérative du fait que chaque sociétaire n'a qu'une voix aux assemblées générales, quel que soit le nombre de parts qu'il possède; tous sont égaux devant la Caisse. En plus d'offrir des services aux adultes, la Caisse pense à la clientèle enfantine en créant l'épargne scolaire et du sou; elle incite ainsi les jeunes aux bienfaits de l'épargne.

Institution paroissiale, elle naît, grandit et se développe selon les besoins de son milieu. Centre des activités qui l'entourent, elle ne doit pas franchir ces limites. Vivant des épargnes des citoyens de la paroisse, elle prête à ceux d'entre eux qui en ont besoin.

Une grande part du succès des Caisses et la rapidité de leur propagation sont dues aux gens du milieu ecclésiastique. Le curé était le premier à parler à ses paroissiens du fonctionnement et du bienfait des Caisses. Il avait pris connaissance du Mouvement par la lecture des journaux ou encore de la bouche de son évêque. Le curé prenait donc souvent l'initiative d'inviter ses paroissiens à une assemblée spéciale tenue après la grand-messe. C'est au cours de cette réunion que Desjardins définissait les grandes lignes de son projet.



La philosophie et le fonctionnement des Caisses populaires Desjardins sont inclus dans le catéchisme écrit par le chanoine Philibert Grondin.

Structures internes, lois et règlements

La Caisse, une fois formée, est composée de trois commissions dont voici les rôles et le mode d'élection des membres. De base coopérative, la Caisse populaire est formée en assemblée générale lorsque ses membres sont convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée spéciale.

L'assemblée annuelle est tenue au cours des trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice. Tout membre peut alors se prévaloir de son droit de vote. Le conseil d'administration d'une caisse populaire se compose d'au moins cinq administrateurs et d'un maximum de quinze choisis parmi les membres présents à l'assemblée annuelle. Les élus sont en fonction pour un mandat de trois ans renouvelable. Les devoirs de ces administrateurs sont les suivants : contrôler la tenue des registres, maintenir la liquidité, déterminer le montant des fonds à prêter, effectuer ou contrôler les placements, assurer la caisse contre les risques d'incendie, de vol et d'accident, rendre compte de leur administration à l'assemblée générale.

Lors de cette assemblée, sont aussi nommés les trois membres du conseil de surveillance. Ceux-ci ne doivent pas faire partie du conseil d'administration ni de la commission de crédit et ne peuvent pas être à l'emploi de la caisse. Leurs fonctions se résument à vérifier l'encaisse et les titres, à s'assurer que les opérations soient conduites selon les

règlements et décisions de l'assemblée générale, à contrôler les décisions de la commission de crédit et à faire rapport de leurs observations au conseil d'administration. Il faut noter que le conseil de surveillance a été remplacé par le conseil de vérification et de déontologie durant les années 1990.

Le troisième conseil, celui du crédit, est le seul à autoriser les prêts aux membres. Ses décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité de tous les commissaires présents. Ils sont au nombre de trois ou cinq, élus eux aussi lors de l'assemblée générale. Le secrétaire gérant fait partie de cette commission comme secrétaire mais il n'a pas le droit de vote. Le gérant, qui cumule souvent la fonction de secrétaire, relève du conseil d'administration, il gère les opérations⁴ de la caisse selon les règlements votés. De tous les officiers des trois commissions, seul le gérant est rémunéré. La commission de crédit a été abolie au cours de la décennie 1990.

4 - Loi des Caisses d'épargne et de crédit, Première session, 27^e législature, 12^e Élisabeth II, 1963, Québec, imprimeur de la Reine

Écrivain d'un jour!



À la suite du concours lancé en octobre 2003 par votre Société, il nous fait plaisir de vous présenter les trois gagnantes :

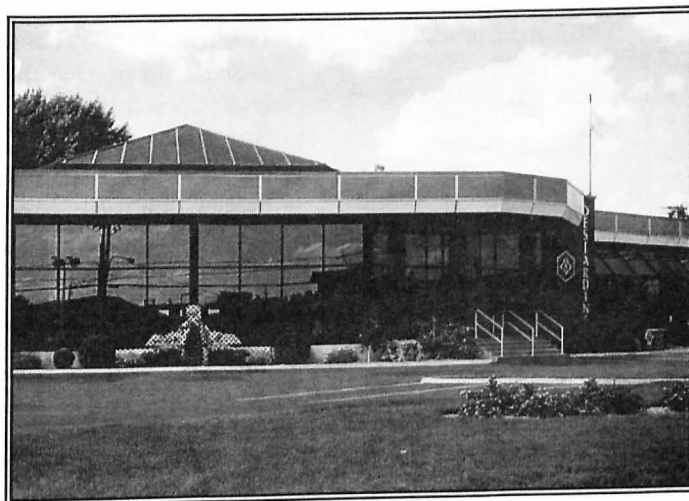
- 1^{er} prix : Madame Denise Berthiaume Asselin, pour son texte "Mon école de rang"**
- 2^{ème} prix : Madame Johanne Grenier Labonté, pour son texte "Hommage à ma grand-mère"**
- 3^{ème} prix : Madame Lisette Côté, pour son texte "Une fois c'était pepère pis memère Jacques..."**

Félicitations!

« Dans tout l'Occident, on cherche à déterminer qu'elles avaient été les causes profondes de la crise économique des années 30. On remet fortement en question le capitalisme que l'on tient responsable de la misère ».⁵ Diverses solutions sont mises de l'avant : le corporatisme, le fascisme, les nouveaux partis politiques (au Canada : le Crédit social, le Cooperative Commonwealth Federation (aujourd'hui, le NPD); au Québec : l'Action nationale libérale, l'Union nationale)... et le coopératisme qui est déjà apparu au début du 20^e siècle. Cette dernière solution devient très populaire dans les provinces anglophones et au Québec. Les coopératives agricoles, alimentaires, d'épargne et de crédit se développent durant les années 30 et 40 dans notre région. La philosophie du catéchisme des Caisses populaires Desjardins écrit par le chanoine Philibert Grondin, propagandiste réputé des Caisses populaires, correspond à ce courant de pensée. La plupart de nos Caisses populaires Desjardins voient le jour dans nos paroisses à cette époque, sauf celles de Thetford Mines, Saint-Frédéric-de-Tring et East Broughton.

Au fil des ans, les Caisses populaires Desjardins ont prospéré et se sont adaptées aux nombreux changements concernant les institutions financières. Concurrence oblige. Elles se sont modernisées en offrant divers services à leur clientèle (carte de crédit, informatisation, assurances, planification financière, guichet automatique, service inter-caisse, diversification des placements, ...).

Vers le fin des années 90, les Caisses populaires de la région décident de se regrouper afin d'améliorer les services aux membres (ex. regroupement des spécialistes financiers...), réduire les coûts de fonctionnement (ex. disparition de certains points de services, de postes,...) et éliminer la compétition entre les Caisses. Il s'agit donc de rationaliser le fonctionnement des Caisses pour maintenir leur rentabilité. La compétition est féroce dans le domaine financier.



Siège social de la Caisse populaire Desjardins de Thetford Mines.
Source : SAHRA - Fonds Les Célébrations du centenaire de
Thetford Mines, 1992

5 Jean-François Cardin, Raymond Bédard, René Fortin, Québec : héritages et projets, 2e édition, Editions HRW, Laval, 1994, p. 356.

Regroupements	Caisses	Fondation
Caisses de Broughton 2000	- East Broughton (siège social) - St-Pierre-de-Broughton (centre de services)	1918 1940
Carrefour minier (L'Amiante) 2000	- Black Lake (siège social) - Coleraine (centre de services) - St-Ferdinand d'Halifax (centre de services) - St-Adrien d'Irlande (fermée en 2002)	1943 1938 1936 1942
Du Lac Aylmer 2001	- Disraeli (siège social) - Stratford (centre de services) - Beaulac-Garthby (centre de services) - Stornoway (centre de services)	1944 1941 1946 1945
Hauts-Reliefs (Frontenac) 2000	- Robertsonville (siège social) - Pontbriand (centre de services) - Sacré-Cœur-de-Marie (centre de services) - Saint-Jacques-de-Leeds (centre de services) - Saint-Méthode de Frontenac (centre de services)	1950 1947 1950 1942 1934
Thetford Mines 1998	- Thetford Mines (Saint-Alphonse, aujourd'hui, service de guichet automatique et services financiers aux entreprises) - Saint-Maurice (centre de services) - Notre-Dame (siège social) - Inter-Caisse St-Noël (aujourd'hui, service de guichet automatique) - École secondaire Albert-Carrier (centre de services au comptoir)	1909 1944 1955 1974 1990
Caisse d'économie de la Vallée de L'Amiante		1967

Nous remercions les personnes suivantes pour leur collaboration :

Sylvie Corriveau
Guylaine Dubuc
Bernadette Fortin
Rita Lemay Landry

Claude Gagné
Jean-Marie Gagné
Claude Gagnon
Gaston Gagnon
Daniel Nadeau

Les Caisses populaires Desjardins de Black Lake, Coleraine, Saint-Adrien et Saint-Ferdinand ont été fondées durant les années 30 et 40, époque d'une paroisse, une caisse. En l'an 2000, elles se sont regroupées pour former les Caisses Desjardins du Carrefour minier (L'Amiante). Voici l'histoire de ces quatre coopératives qui ont pu prospérer dans leur paroisse respective. Le Mouvement Desjardins s'est d'abord établi à Black Lake.

La Caisse populaire de Black Lake ouvre ses portes le 18 juillet 1909. Depuis la fondation du mouvement Desjardins, elle est la 24^e caisse populaire à voir le jour. À l'époque, elle porte le nom de « Caisse populaire du Lac Noir ». Nous avons peu d'information sur cette période. Il est fort possible que le fondateur du mouvement, M. Alphonse Desjardins (1854-1920), soit venu lors de son ouverture. Nous sommes à la belle époque de la période d'avant-guerre. D'autres institutions financières sont présentes sur la rue Notre-Dame, soient la « Quebec Bank » et la « Eastern Townships Bank ». La caisse populaire fut établie pour permettre à la population d'avoir un service coopératif différent des banques. Après seize années d'existence, la caisse populaire fermait ses portes en 1925, un peu avant la fameuse crise économique (1929-1939).

En 1943, pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1945), la Caisse populaire du Lac Noir fait une seconde tentative. Un groupe de nationalistes, réunis sous la bannière de la Société St-Jean-Baptiste, croit fermement que la communauté y gagnerait d'avoir sa propre institution financière. Messieurs Albert Côté et Paul-Émile Champagne contactent l'Union régionale des Caisses à Lévis, pour obtenir plus d'informations concernant la fondation d'une caisse. Le 13 octobre 1943, les paroissiens sont convoqués à une réunion à l'hôtel de ville. M. Joseph Turmel, propagandiste, sensibilise la population et répond à leurs questions. Le minimum de 35 sociétaires pour la fondation est atteint, car il y a 36 paroissiens qui s'engagent à souscrire une part sociale de \$5.00, donnant ainsi un montant de base à la Caisse pour son fonctionnement. Les dépôts supplémentaires permettent de recueillir des fonds pour le fonctionnement de la Caisse.

Lors de cette même assemblée, l'on procède séance tenante à la formation des trois conseils. Selon la loi en vigueur, il faut élire les membres du conseil d'administration : Albert Côté, barbier (président), Lucien Binette, boulanger (vice-président), Léo Bourque, mineur (secrétaire gérant), Henri Paré, cultivateur (administrateur), Fernand Mercier, mineur (administrateur). Furent également élus les 3 membres de la commission de crédit : Odérôme Dussault, agent d'assurances (président), Gérard Morissette, garagiste (commissaire) et René Boulanger (commissaire). Le conseil de surveillance est composé de: Paul-Émile Champagne, mineur (président), Lucien Bélanger, menuisier (conseiller) et Pierre E. Maheux, mineur (conseiller).

L'abbé Stanislas Lord, curé de la paroisse, et M. Paul-Henri Nadeau furent nommés officiers honoraires. Les activités de la nouvelle Caisse sont effectuées dans la maison du secrétaire gérant, M. Bourque, plus particulièrement dans son salon. Cette maison était située sur la rue Notre-Dame.

En juin 1957, M. Benoit Ouellet est engagé comme commis caissier pour remplacer Mlle Lacasse. À l'époque, la Caisse populaire s'alimentait en argent pour ses opérations quotidiennes, soit auprès de l'Union régionale de Québec ou par l'entremise de banques à charte soit la Nationale, l'Imperiale de Commerce ou la Royale qui étaient présentes dans la localité. En 1959, un système d'alarme fut installé pour le montant de \$600. En 1961, la Caisse décide de ne pas faire de prêt au secteur industriel. M. Ouellet, assistant-gérant, assiste à la lecture du rapport d'inspection.

La Caisse participe à des commandites sur demande pour une équipe de quilles et même pour le projet de la croix lumineuse de la paroisse en 1964. En 1966, les prêts à l'habitation sont permis pour une échéance de 15 ans.

M. Albert Côté, président fondateur de la Caisse populaire, décédait le 27 mai 1967 à l'âge de 72 ans 3 mois. En août, M. Benoit Ouellet est promu au poste de gérant. En 1968, il y a déjà 25 ans que la Caisse est implantée dans son milieu. Elle a su durant ces années répondre aux besoins des paroissiens et s'ajuster à leurs demandes.

Au printemps 1970, la Caisse populaire veut modifier l'apparence de la façade de son bâtiment. Des démarches sont entreprises pour réaliser les plans et devis. Les services des immeubles de la Fédération lui viennent en aide. En attendant la réponse, le système d'alarme est remplacé pour être plus efficace, ce qui amène un investissement de \$1,880. Le 2 décembre, l'établissement est victime d'un vol à main armée. Trois individus masqués attendaient les membres du personnel : Claude



Caisse populaire de Black lake située au 208, rue Saint-Désiré vers 1972
Source : SAHRA – Collection Clément Fortier

Grenier, Nicole Guillemette, Sylvie Gauthier et M. Ouellet, à l'ouverture de la caisse. Suite à ce fâcheux événement, l'on décide d'obstruer les fenêtres du sous-sol.

En 1971, dans le but de bonifier le fait d'être membre de la Coopérative, la Caisse populaire accepte de percevoir les comptes de Bell Canada et Hydro-Québec, sans frais pour les membres. Toujours dans l'esprit de coopération, en juin, la Caisse de Black Lake achète pour \$15,000 d'actions du magasin Coop de Thetford Mines, lesquelles sont garanties par la Fédération des magasins Coop et sur l'approbation de la Fédération des Caisses. À l'automne, suite au dépôt des plans et devis, les travaux de rénovation peuvent enfin se réaliser. Un comité de chantier composé de Léo Marcoux, Lauréat Gagnon et Léopold Bélanger, fut alors mis sur pied. Ces travaux furent accordés à l'entrepreneur Adélard Roy pour la somme de \$30,000.

En 1972, la ville de Black Lake présente un projet de construction de l'aréna. La Caisse souscrit à ce projet local la somme de \$3,000. À cette même période, est créé le mini-comité des Caisses de la région auquel la Caisse populaire de Black Lake adhère volontiers. Toujours en progression, en 1973, les dirigeants se penchent sur le problème d'espace intérieur de l'immeuble. C'est au printemps 1974 que les travaux de rénovation sont exécutés. Un guichet piétons est installé afin d'offrir des heures supplémentaires aux membres. Une fois de plus, les travaux de rénovation furent accordés à l'entrepreneur Adélar Roy pour la somme de \$10,560.

Au niveau de la modernisation, les Caisses populaires ont connu l'arrivée de l'informatique dans les années 1970. Ainsi, l'on offre un service plus adéquat, avec moins de risque d'erreur et une plus grande rapidité. La Caisse de Black Lake est reliée au système informatique au printemps 1976. Quelques années plus tard, au début des années 1980, le guichet automatique complète les services informatiques Desjardins.

Toujours dans le but d'être près de ses membres, la Caisse populaire se demande si sa localisation est adéquate. Les dirigeants proposent d'installer un comptoir de service au nouveau Centre commercial de Black Lake (1975-1976). L'aménagement de ce local demande un investissement de \$50,000. L'inauguration du service se fait en octobre 1979. Il sera en opération jusqu'au 31 août 1983.

Le développement de la Ville dans l'axe opposé de la Caisse, force les dirigeants à réévaluer la situation géographique et l'emplacement de la Caisse. Une question se pose : agrandir ou se relocaliser à un endroit plus accessible ? La division « mise en marché » de la Fédération est mandatée pour faire une étude. La conclusion de celle-ci montre que la Caisse gagnerait grandement à se relocaliser dans un autre quartier de la ville. En décembre 1988, la Caisse fait l'acquisition de deux propriétés sur la rue St-Désiré, plus à proximité de la jonction des routes 112 et 165. L'un des terrains appartenait à M. Ludger Lehoux et le second à M. Fernand Delisle. Pour envisager la construction, la Caisse a la collaboration de la division « gestion immobilière » de la Fédération. Les travaux débutent en septembre 1989 pour être terminés le 20 février 1990. Le projet est clé en main. L'inauguration officielle a lieu le 25 mai 1990. C'est la firme Boless Inc. de Thetford Mines qui a réalisé les travaux pour la somme de \$590,000. L'ancien immeuble fut vendu la même année aux comptables Roy & Ouellette.

En août 1990, une autre maison à proximité de la nouvelle Caisse est acquise pour réaliser un stationnement. Elle était la propriété de M. Alfred Houde. L'année suivante, un guichet automatique est installé à la Caisse.

En 1993, la Caisse fête son 50^e anniversaire de fondation avec les gens de Black Lake. Cette entreprise coopérative est fondée par et pour ses membres. Elle s'est préoccupée de répondre à leurs demandes tout en supportant les organismes du milieu par des dons qui favorisent le dynamisme communautaire.

Aujourd'hui, la Caisse populaire est en concurrence avec les grandes banques mais elle doit toujours penser à ses membres qui sont les éléments de sa raison d'être.

La fondation (1938)

La crise des années 30 s'avère une période difficile durant laquelle plusieurs personnes vivent de peine et de misère. « Les quelques revenus modestes qui font vivre les gens du milieu sont le chemin de fer, les mines d'amiante et un peu d'agriculture. »⁶ Le ralentissement des activités économiques raréfie les emplois. Face à cette situation précaire, les commerçants de Coleraine doivent supporter le crédit de la classe ouvrière et prêter de l'argent aux individus dans le besoin.



Joseph Edouard Nadeau,
Gérant 1938-1943
Source : La Caisse populaire de
Coleraine 50 ans, 1938-1988.

M. J. Edouard Nadeau, chef de gare, considère qu'il est urgent de mettre sur pied une Caisse populaire Desjardins dans le village. Cette institution financière est une société d'épargne qui permet «de regrouper les économies de ceux qui sont un peu plus à l'aise et ainsi pouvoir aider les citoyens dans le besoin. Après avoir obtenu l'appui de ses proches et des autorités ecclésiastiques, il entreprend des démarches au bureau chef des Caisses Desjardins situé à Lévis, afin de recueillir les informations nécessaires à la fondation d'une Caisse »⁷. Puis, il organise deux réunions, une en juin et l'autre en décembre 1937. Le but de ces rencontres est de sensibiliser les paroissiens à son projet. Suite à la sollicitation de Messieurs Roland Lemay, Gérard Croteau, Ernest Roy et J. Edouard Nadeau, 35 paroissiens consentent à investir \$5.00 chacun.

La Caisse populaire de Coleraine est fondée le 30 septembre 1938. Voici quelques-unes des décisions prises lors de cette assemblée de fondation :

- La nomination des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance et de la commission de crédit
- Le maximum de parts qu'un sociétaire peut posséder est fixé à \$40.00
- L'affiliation de la Caisse populaire de Coleraine à l'Union régionale des Caisses populaires Desjardins de Québec dont le représentant est l'abbé Philibert Grondin.

Le premier conseil d'administration de la Caisse populaire de Coleraine est composé des personnes suivantes : Adélarde Labbé (boulangier) président, J. Edouard Nadeau (chef de gare) secrétaire gérant, Herménégilde Roy (maître de pension) vice-président, Léo-Paul Côté (mineur) directeur, Raoul Fréchette (taxi) directeur.⁸

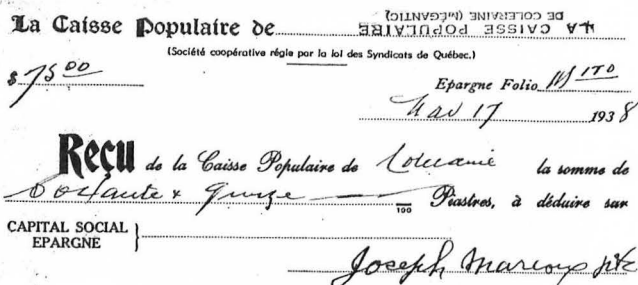
⁶ Album souvenir de St-Joseph de Coleraine 1891-1991, p. 76

⁷ La Caisse populaire de Coleraine 1938-1988, p. 15

⁸ Procès-verbal de l'assemblée de fondation, 30 septembre 1938

Responsable de la sécurité et du bon fonctionnement de la Caisse, le conseil de surveillance est formé de Messieurs Joseph Croteau (contremaître), Maurice Roy (marchand) et Arthur Côté (mineur).⁹

M. Louis Roberge (marchand) est choisi président de la Commission de crédit qui doit décider prudemment en toute justice et impartialité. Il est assisté de Messieurs Albert Mercier (hôtelier) et Philippe Beaudoin (forgeron).¹⁰



Reçu de la Caisse populaire de Coleraine, 17 novembre 1938,
Source : Caisse populaire de Coleraine.

Des débuts modestes

De 1938 à 1943, les réunions ont lieu dans la résidence privée du secrétaire gérant (gare du QCR de Coleraine), M. J. Edouard Nadeau. La salle à manger devient le local de la Caisse. À la messe du 30 octobre 1938, cette annonce est lue textuellement : « On me prie de vous annoncer que la Caisse populaire est maintenant en opération et prête à recevoir vos dépôts depuis 10 sous en montant. »¹¹ Les gens peuvent venir déposer n'importe quand, les Nadeau sont toujours ouverts aux demandes. Mme Nadeau et sa fille travaillent bénévolement. Elles fournissent les livres et les cahiers qui servent à inscrire les montants d'argent recueillis ou prêtés. L'argent est gardé dans le coffre-fort de la gare et les papiers dans un tiroir non verrouillé.

En 1943, M. Ernest Roy devient le nouveau secrétaire gérant de la Caisse puisque M. J. Edouard Nadeau doit quitter ses fonctions suite à un transfert par le Quebec Central Railway. C'est pendant une soirée que l'ameublement et les divers effets de la Caisse sont déménagés à l'aide d'une brouette chez le nouveau directeur. Sa maison est située au 119 rue St-Joseph. Mme Roy et sa fille apportent bénévolement leur aide à l'institution financière qui peut ainsi « continuer d'enregistrer des profits et augmenter ses actifs. »¹² Durant la même année, les administrateurs achètent un petit coffre-fort. Il faut faire attention aux dépenses. Avec ses 215 sociétaires et ses 175 déposants, la Caisse possède un actif de \$29,105 et une réserve de \$471.

De 1950 à 1960, la Caisse est relocalisée dans la nouvelle demeure de M. Roy, sise au 113 St-Joseph, donc voisine de son ancienne maison. Mme Roy, devenue assistante gérante, reste en poste jusqu'en 1957, au salaire annuel de \$1.00.¹³ Mme Jeanne Cyr la remplace et devient ainsi la deuxième employée de la Caisse. En 1960, 12 sociétaires et 700 déposants font affaire avec la Caisse de Coleraine qui cumule un actif de \$532,000.

⁹ Idem 8

¹⁰ Idem 8

¹¹ Idem 7, p. 17

¹² Idem 7, p. 18

¹³ Idem 7, p. 19

La caisse scolaire

La caisse scolaire est instaurée dans les classes du couvent dès les premières années de la fondation de la Caisse populaire Desjardins à Coleraine. Afin de stimuler les élèves à l'économie, les administrateurs demandent l'appui des autorités scolaires en novembre 1956. Avec la collaboration des éducateurs et des parents, la caisse scolaire se réorganise dans les classes de Coleraine et Vimy Ridge. Chaque semaine, les sous des enfants sont recueillis et enregistrés à leur compte. En 1960, 366 enfants ont déposé \$5188.67. La caisse scolaire poursuit encore ses activités.

La prospérité des années 1950

Le nombre de membres augmentent rapidement durant les années 50. En 1951, la Caisse adhère au plan d'assurance prêt et d'assurance épargne. Il faut songer à l'agrandissement du local de la Caisse. En 1954, les administrateurs procèdent à l'achat d'un terrain situé en face de la demeure de M. Roy afin d'y construire une nouvelle bâtisse. C'est M. Martin Lefebvre entrepreneur, qui réalise les travaux en 1959. Dès janvier 1960, la Caisse poursuit ses activités dans le nouvel édifice.



Caisse populaire de Coleraine, 1960
Source : Caisse populaire de Coleraine.

Un seul vol en 50 ans

Le 18 mai 1961, trois individus masqués et armés pénètrent dans la caisse. « Heureusement, il n'y avait que peu de réserve à ce moment »¹⁴ Les malfaiteurs réussissent à s'enfuir après avoir pris environ \$1,600. La Caisse a reçu d'autres visites semblables durant les avant-midi des 12/08/1994, 16/02/1995 et 17/12/1996. Les voleurs ont mis la main basse sur les petits montants des caisses.

L'ère de la modernisation (1970-1990)

L'année 1977 marque un point tournant vers la modernisation. Les sociétaires étant de plus en plus nombreux, l'institution financière doit agrandir son local. Il lui faut utiliser le logement adjacent. En 1977, elle procède à des rénovations intérieures et extérieures. Une salle de conférence, une cuisine et une salle de repos sont aménagées au sous-sol. Les membres jouissent d'une amélioration des services suite à l'implantation du système informatique. L'adhésion à l'Inter-Caisse permet aux usagers d'effectuer des transactions à travers la province. Depuis 1983, la Caisse de Coleraine participe au réseau de guichet automatique organisé par la Fédération.¹⁵

¹⁴ Idem 6, p. 77

¹⁵ Idem 7, p. 23

Au cours des années 1980, le décloisonnement occasionne une augmentation des services offerts à la clientèle. La croissance des chiffres d'affaires de la Caisse se poursuit pendant cette période. L'institution financière doit à nouveau augmenter sa superficie. Afin de pouvoir agrandir la bâtisse de 1800 pieds carrés, les administrateurs achètent le terrain de M. Héliodor Boyer en 1987. Ils décident aussi d'acquérir celui de M. Lionel Lehoux, voisin du précédent. Un stationnement est aménagé sur ce deuxième emplacement. Les plans d'aménagement et l'agrandissement de la bâtisse sont réalisés par la firme d'architectes Morin & Lemay d'Arthabaska. L'exécution des travaux est confiée aux entreprises Jean-Louis Létourneau Inc. et la Firme ADS, ingénieurs-conseils. Ces aménagements ont coûté \$300,000. Le nouvel édifice est prêt pour souligner le 50^e anniversaire de fondation de la Caisse populaire de Coleraine en 1988.

Les employés syndiqués de la caisse sont affiliés à la CSN depuis 1974. Une grève du personnel qui revendique de meilleures conditions de travail paralyse les activités de l'institution du 7 juillet au 5 décembre 1989.

«En octobre 1990, la Caisse s'identifie avec l'ajout d'une enseigne (à l'image de son logo) qui donne l'heure et la température à la population de Coleraine »¹⁶ Ne fonctionnant plus, l'horloge a été enlevée en 2002. En 1994-1995, un autre système informatique est mis en place afin d'y introduire les renseignements personnalisés de chaque membre. En 1996, les administrateurs de la Caisse décident d'accorder des prêts aux concessionnaires d'automobiles. En 1997, la Caisse fait installer un guichet automatique afin de permettre à ses membres d'accéder en tout temps à leur compte et d'y effectuer des transactions.

Implication dans son milieu

La Caisse populaire Desjardins de Coleraine est une entreprise coopérative fondée par et pour les membres. Elle participe concrètement aux diverses activités culturelles et sportives du milieu. Elle a aidé des corps publics tels que la Municipalité pour des travaux publics, la Commission scolaire pour la construction du collège St-Joseph et l'École Ste-Bernadette. Elle a aussi financé des entreprises (ex. : la Manufacture de Coleraine) et le projet du comité de développement industriel et commercial de Coleraine (1997). Elle supporte différents organismes paroissiaux.¹⁷

Grâce à la fidélité de ses membres, au dévouement de ses bénévoles au sein du conseil d'administration, du conseil de surveillance et de la commission de crédit, à la qualité du travail accompli par ses employés(es), la Caisse populaire Desjardins de Coleraine a réussi à surmonter bien des difficultés et à se développer avec succès depuis 62 ans. Aujourd'hui, elle s'applique donc « sur des bases solides qui sont une garantie pour les années futures »¹⁸.

Présidents

Adélard Labbé	1938-1941
Lionel Labrie	1941-1961
Ferdinand St-Cyr	1961-1969
Roger Laflamme	1969-1988
Gaston St-Jacques	1988-1991
Rita Lemay Landry	1991-2000

Gérants

J. Edouard Nadeau	1938-1943
Ernest Roy	1943-1949
Candide Vaillancourt	1949-1975
Réal Côté	1975-1997
Guylaine Dubuc	1997-2000

¹⁶ Idem 6, p. 77

¹⁷ Idem 6, p. 77

¹⁸ Idem 7, p. 24

Première caisse 1910 – 1923

Il faut mentionner qu'une première Caisse a été en opération à St-Adrien d'Irlande du 10 août 1910 au 16 octobre 1921. L'instigateur du projet, M. Damase Bédard, fut nommé gérant de la Caisse. Le curé de la paroisse, l'abbé Dumas, a été choisi vérificateur des livres. Suite au départ de ce dernier, c'est son successeur, l'abbé Proulx, qui a surveillé les chiffres. Dès l'automne 1910, les membres actionnaires de la Caisse ont réussi à payer un coffret de sécurité. L'institution financière était logée au presbytère.

En 1920, le conseil d'administration était composé de Messieurs François Dostie, Godefroy Mercier, Archélas Laflamme, Théodore Rousseau et l'abbé J. G. Julien. Messieurs Pierre Breton, André Laflamme et Joseph Laflamme furent choisis pour siéger à la commission de crédit. Messieurs Thomas Lambert, Alfred Mercier et Honoré Beaudoin furent nommés au Conseil de crédit.¹⁹

Le 2 janvier 1921, l'assemblée des membres a approuvé le réengagement de M. Damase Bédard à la gérance de la Caisse, au salaire annuel de \$85. Coup de théâtre, car lors de la réunion des sociétaires le 16 janvier, il fut remplacé par M. Pierre Breton, forgeron. Suite à la découverte d'irrégularités dans les livres, le conseil d'administration a décidé de suspendre les opérations de la Caisse populaire le 13 octobre 1921. Il a aussi adopté une résolution concernant les dépenses encourues pour régler les ennuis occasionnés par l'action prise en Cour supérieure par M. Charles Nadeau qui voulait récupérer son argent. Ces décisions furent entérinées par les sociétaires de la Caisse lors de l'assemblée générale du 16 octobre 1921. Le gérant et le secrétaire furent aussi autorisés à consulter un avocat pour régler cette affaire. Le 18 octobre, les directeurs de la Caisse autorisent les vérifications des livres par la firme comptable Larue & Trudel, au coût de \$85. Cette décision est validée par les membres de la Caisse lors de l'assemblée générale du 23 octobre 1921.

Le 22 janvier 1922, les actionnaires réunis dans la sacristie de l'église, ont décidé de poursuivre l'ex-gérant de la Caisse, M. Damase Bédard, déménagé aux Etats-Unis, lequel serait responsable du déficit de la Caisse.²⁰

En mars de la même année, Messieurs Archélas Laflamme (président), Xavier Gagné (vice-président) et les directeurs Eugène Moisan, Anthime Carrier et Thomas Beaudoin, sont élus membres du conseil d'administration. L'abbé Julien a été nommé temporairement gérant. Il est aussi autorisé à remplir tous les papiers relatifs à l'institution financière. Une somme de \$25 lui est remise pour les services rendus depuis quelques mois.

Lors de l'assemblée générale du 23 juillet 1923, les sociétaires de la Caisse ont adopté la proposition suivante : « Que l'abbé J. G. Julien, gérant actuel et Honoré Beaudoin soient autorisés à aller représenter la Caisse populaire à Newport, Vermont, dans le procès contre Damase Bédard ». ²¹ Ils ont aussi approuvé les dépenses nécessaires. Ce fut un échec car la Cour a acquitté M. Bédard de tout blâme. Après tous ces déboires, les actionnaires de la Caisse de St-Adrien d'Irlande ont dû déclarer faillite. Plusieurs paroissiens ont perdu toutes leurs économies dans cette malheureuse affaire.

¹⁹ St-Adrien d'Irlande 1879-1979, p. 315

²⁰ Idem 19, p. 316

²¹ Idem 19, p. 317



L'abbé Eudore Bourbeau
fondateur de la Caisse.
Source : 49^e rapport annuel de la
Caisse populaire de Saint-Adrien
d'Irlande, 50 ans, 1992.

Une vingtaine d'années plus tard, lorsque le curé Eudore Bourbeau lance l'idée de fonder une Caisse populaire, les mauvais souvenirs renaissent pour plusieurs paroissiens. Certains ne veulent pas se faire embarquer une seconde fois.²²

Durant la journée agricole du 22 avril 1942, l'abbé Bourbeau réussit à convaincre une quarantaine d'adhérents favorables au projet. L'assemblée de fondation a lieu à la sacristie de l'église, après la grand-messe du 26 avril 1942. M. G. Béliveau, agronome régional, vient expliquer le fonctionnement d'une Caisse et présenter les avantages d'une telle institution d'épargne et de crédit en milieu agricole. C'est lors de cette assemblée générale que les 42 premiers sociétaires ont adopté les résolutions suivantes :

- Le prix des parts est fixé à \$5
- Une taxe de 25 sous payée par part pour les fonds du patrimoine et l'administration
- Un maximum de 25 parts par sociétaire
- Élection des 11 officiers de la Caisse :

Conseil d'administration : Archélas Laflamme (président), Zotique Martineau (vice-président), le curé Eudore Bourbeau (secrétaire temporaire), Léon Beaudoin (directeur), Aristide Dubois (directeur).

Commission de crédit : Vénérand Dostie, Philippe Turcotte, Edgar Gingras.

Comité de surveillance : Joseph Bouffard, Antoine Lachance, Ludger Lehoux.²³

Cette élection devra être ratifiée et légalisée par l'assemblée générale régulière des sociétaires. Lors de cette réunion, douze sociétaires ont versé le montant d'une part plus la taxe pour un total de \$63.

Les débuts de la Caisse populaire Bourbeau sont plutôt modestes. La prudence est de rigueur. Il lui faut une administration sage, consciencieuse, honnête et disponible. Suite aux événements fâcheux de la première Caisse, les membres doivent surveiller de près les opérations et les chiffres de la deuxième Caisse. De 1942 à 1944, le bureau est logé au presbytère.²⁴ Il est ensuite relocalisé dans des locaux de la Coopérative agricole de St-Adrien à laquelle la Caisse doit payer un loyer.²⁵

Lors de l'assemblée générale du 12 mars 1944, les actionnaires décident de payer un salaire de \$10 par mois au secrétaire gérant, M. Vénérand Dostie et ce, à compter du 1^{er} juin 1943. Ce montant est payable à la fin de l'année fiscale. « Un montant symbolique d'un dollar par année est versé à son épouse qui l'aide dans l'accomplissement de ses tâches. »²⁶ En juillet 1944, les administrateurs endossent le premier gros prêt de la Caisse à la Société coopérative agricole pour un montant de

²² Idem 19, p. 317

²³ Procès-verbaux des assemblées générales de la Caisse Bourbeau, 26/04/1942, p. 5

²⁴ Livre des minutes du comité de surveillance, p. 3

²⁵ Idem 19, p. 319

²⁶ Idem 19, p. 319

1500\$. Le 2^e gros prêt de 300\$ endossé par les marguilliers, est accordé à la Fabrique de Saint-Adrien d'Irlande.²⁷ De juin 1945 à juin 1946, les honoraires de M. Dostie sont haussés à \$18.75 par mois.²⁸ En 1954, le nouveau gérant, M. Léo-Paul Dubuc, reçoit un salaire de 40\$ par mois.

Le tirage de prix de présence aux assemblées générales semble avoir débuté le 20 août 1969. Dix \$2.00 ont été gagnés par les membres présents. Les prix de présence sont haussés lors de la réunion du 14 juillet 1976 : 5 de \$2 et 18 de \$5.²⁹ Au cours des années 70, les assemblées générales avaient lieu à la salle municipale.

Le dépôt à l'épargne stable a débuté en décembre 1979. La même année, « les locaux de la Caisse sont séparés de ceux de la Coopérative agricole. Un employé est engagé à temps plein pour assister M. Dubuc qui assume seul la charge de la Caisse depuis 1954 »³⁰ Lors de la rencontre du 21 avril 1980, le comité de surveillance constate que les pertes de prêt depuis la fondation de la Caisse, se chiffrent à \$616.79. « En 1987, on modernise les équipements; on intègre le système informatique, ce qui améliore les services donnés aux membres en leur permettant d'effectuer leurs transactions à travers la province grâce au système Inter-Caisse. La croissance pour les années qui suivent est grandement supérieure à la moyenne, car malgré la distance, nos membres peuvent nous rester fidèles. »³¹ En 1989, on procède au réaménagement du local afin d'offrir à la clientèle un service plus personnalisé. Tous les services y sont intégrés comme dans les grandes caisses. En 1992, la Caisse Saint-Adrien d'Irlande compte 427 membres. La Commission de crédit est abolie le 10 septembre 1997. Le conseil de surveillance est remplacé par le conseil de vérification et de déontologie.

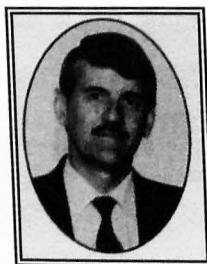
Comme la plupart des Caisses de la région, la Caisse populaire Bourbeau a apporté sa contribution aux divers organismes paroissiaux de St-Adrien d'Irlande. La Caisse populaire Saint-Adrien d'Irlande cesse ses activités locales en 2002 après la fusion des Caisses du Carrefour minier (L'Amiante) en 2000.

Présidents

Archélas Laflamme	1942 – 1947
Zotique Martineau	1947 - 1958
Léon Beaudoin	1958 - 1971
Jean-Claude Beaudoin	1971 - 1978
Aristide Dubois	1978
Gérard Jacques	1978 - 2000

Secrétaires-gérants

Joseph Bélanger	1942
Vénérand Dostie	1942 - 1954
Léo-Paul Dubuc	1954 - 1989
Guylaine Dubuc	1989 - 1993
Micheline Laflamme	1993 - 1996
Suzelle Guillemette	1996 - 1997
Guylaine Dubuc	1998
Daniel Nadeau	1999 - 2002



Gérard Jacques
Source : 49^e rapport annuel
de la Caisse populaire
de Saint-Adrien d'Irlande,
50 ans, 1992



Léo-Paul Dubuc
Source : 49^e rapport annuel
de la Caisse populaire
de Saint-Adrien d'Irlande,
50 ans, 1992

27 49^e rapport annuel de la Caisse populaire de Saint-Adrien d'Irlande, 50 ans, 1992, p.26

28 Procès-verbal de l'assemblée générale, 31/05/1945, p. 16

29 Procès-verbaux, p. 106 et 150

30 Idem 27

31 Idem 27

La Caisse populaire de Saint-Ferdinand fait ses débuts en 1936, nous sommes en pleine crise économique. Pour être membre, il faut investir \$5.00 en part sociale. À l'époque, cette somme représente souvent deux semaines de salaire pour une personne bien payée. Il y a déjà sur place une banque mais cette institution répond surtout aux besoins des commerces et des entreprises. Il n'est pas dans la politique des banques de prêter pour la construction de maison ou pour aider les agriculteurs. La population est en faveur de l'installation d'une Caisse, soit un établissement qui regroupe les économies des gens plus à l'aise pour aider ceux dans le besoin. Le chanoine Alfred Boulet, propagandiste, réunit les gens au presbytère pour leur transmettre ses idées de la coopérative. Par la suite, le bouche à oreille fait que la bonne nouvelle suit son cours.



Pierre Cyr, président
fondateur de 1936-1939
Source : La Caisse populaire de
Saint-Ferdinand d'Halifax, 50 ans.
Ensemble, nous avons grandi, 1986.

Une réunion est convoquée après la grand-messe. Les grandes lignes du projet coopératif sont expliquées. Lors d'une seconde réunion, les buts sont précisés et les gens sont informés sur les statuts et règlements, les sociétaires sont enregistrés et l'on nomme les officiers. Le conseil d'administration se compose du président Pierre Cyr, industriel, du vice-président l'abbé Ernest Arsenault et des directeurs messieurs Alcide Ruel, Bruno Dubois, Joseph Roberge, Henri Gardner et Joseph Sévigny. Le président, Joseph Pierre Lamontagne, médecin, Réal Roberge, marchand et Donat Pelletier, fabricant de beurre, siègent sur le conseil de surveillance. À la commission de crédit, les personnes qui sont en charge d'accepter les prêts sont messieurs Ludger Marcoux, industriel, Napoléon Ruel, boucher et Arthur Grégoire, rentier.

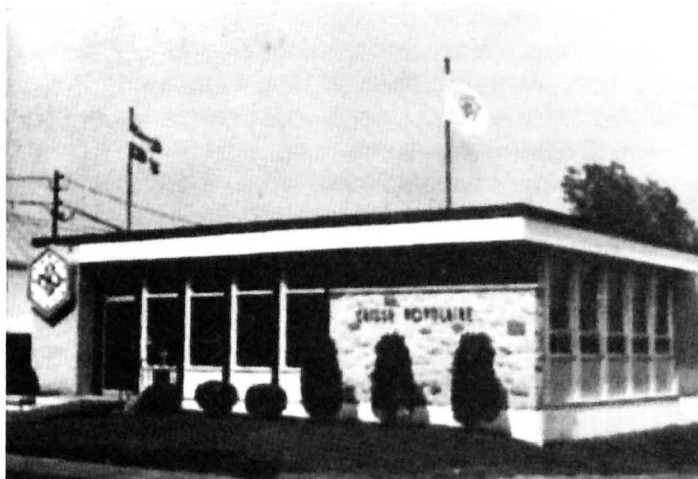
Mlle Lucienne Dubois, déjà responsable du bureau de poste et ayant travaillé pendant plusieurs années à la Banque Nationale, est choisie comme gérante. C'est dans sa grande maison qu'elle accueille les sociétaires. La séance débute le 22 novembre 1936. La sœur de la gérante, Mlle Madeleine Dubois, travaille comme assistante. Le premier sociétaire est M. Arthur Grégoire. Le bureau de la caisse est très modeste. Un paravent au centre de la cuisine et un bureau. La gérante prête sa maison et ses meubles gratuitement en plus d'être bénévole.

En 1937, l'abbé Ernest Arsenault achète un coffre-fort pour la caisse au prix de \$30.00. En 1939, Mlle Dubois reçoit une rémunération de \$80.00 et sa sœur est toujours bénévole jusqu'en 1945. Au début, les heures de bureau sont très flexibles. Les sociétaires venant à toute heure du jour et du soir, Mlle Dubois essaie de répondre à leurs besoins. Il est même possible d'avoir des services les dimanches après la grand-messe. À partir de 1946, les heures de bureau sont fixes, de 9h00 à 16h00, sauf le samedi où le bureau ferme à midi.

« L'épargne du sou » que l'on appelle aussi la Caisse scolaire, est lancée dans les écoles dès le début de la fondation. Le principal responsable est le frère Michel. Il sensibilise les jeunes à économiser leurs sous. En 1941, les gens de la paroisse voisine, Saint-Jean-Baptiste, sont acceptés à St-Ferdinand. Dans les mêmes années, la Fédération défend qu'une annonce figure en avant de l'emplacement où est la caisse. On dit « Les gens de St-Ferdinand savent où est la caisse et les passants n'ont pas à savoir ».

En 1955, dans l'ère du renouveau, la caisse se fait installer une ligne de téléphone privée. En 1963, le local chez Mlle Dubois est trop étroit. La caisse déménage en face du magasin Coop, voisin de M. Émilien Ruel, sur la rue Principale et ce de 1963 à 1968. Contrairement aux banques, avec les succursales défrayées par la maison mère, une Caisse est une entité autonome et ne reçoit pas l'aide financière de la Fédération pour se loger.

En 1962, M. Donat Grenier et Mlle Lucienne Dubois se rendent chez le notaire, M^e Jean Tétreault, pour un contrat d'achat des lots 516-1, 516-3 et 518, situés entre le Lakeside et M. Fernand Bédard. L'emplacement servira au nouveau siège social. Les démarches pour la construction sont autorisées et entreprises le 22 décembre 1967. M. Gaston Beaudet et la Cie de Warwick Ltée sont les plus bas soumissionnaires au projet pour la somme de \$33,605. La bénédiction des lieux se fait en avril 1968.



Caisse populaire de Saint-Ferdinand d'Halifax.

Source : La Caisse populaire de Saint-Ferdinand d'Halifax, 50 ans. Ensemble, nous avons grandi, 1986.

En 1975, le nouveau système de télé-traitement (S.I.C. : système intégré des Caisses) est installé à la Caisse populaire de Saint-Ferdinand. En 1978, les administrateurs décident d'agrandir la bâtisse et de finir le sous-sol afin d'offrir plus d'espace et de possibilité aux membres. Cette coopérative financière poursuit encore ses activités et continue de s'impliquer dans son milieu.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Suite à la fusion de la Ville de Thetford Mines, cette dernière a revu l'ensemble de ses noms de rues ainsi que la direction de plusieurs d'entre elles.

De ce fait, notre adresse est légèrement modifiée :

Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines
671, boul. Frontenac Ouest
Thetford Mines (Québec)
G6G 1N1

Mini-Comité des Caisses populaires de L'Amiante

Par Sylvie Corriveau

Fondation

Le 1^{er} février 1972, les directeurs des Caisses populaires de la ville de Thetford Mines, Messieurs Jean-Marie Gagné et Jacques Lessard, mettent sur pied le Mini-Comité des Caisses populaires de L'Amiante.

Onze Caisses populaires acceptent de se regrouper. Leur actif totalise 35 millions de dollars. La cotisation est fixée à \$350/million d'actif. Le Mini-Comité est formé du directeur des Caisses populaires participantes.

En 1973, quatre autres Caisses populaires adhèrent au groupe. À ce moment, le Mini-Comité statue que le nombre de Caisses populaires membres sera limité à 15.

Objectifs

Le regroupement vise les objectifs suivants :

- Uniformiser les politiques de personnel, de taux d'intérêt et d'implication dans le milieu.
- Établir une politique de charges administratives et voir à son respect.
- Centraliser la publicité (radio, journaux).
- Uniformiser la gamme de services offerts aux membres.

Caisse du Mini-Comité en 1973

- Caisse populaire St-Maurice de Thetford
- Caisse populaire Notre-Dame de Thetford Mines
- Caisse populaire de Thetford Mines
- Caisse populaire de Black Lake
- Caisse populaire de Coleraine
- Caisse populaire de St-Ferdinand
- Caisse populaire d'Inverness
- Caisse populaire de St-Jacques-de-Leeds
- Caisse populaire de St-Pierre-de-Broughton
- Caisse populaire d'East Broughton
- Caisse populaire de Ste-Clotilde
- Caisse populaire de Sacré-Cœur-de-Marie
- Caisse populaire de Robertsonville
- Caisse populaire de Pontbriand
- Caisse populaire de St-Adrien d'Irlande

Caisses du Mini-Comité en 2004

- Caisse populaire Desjardins de Thetford Mines
- Caisse populaire Desjardins du Carrefour minier (L'Amiante)
- Caisse populaire Desjardins des Hauts-Reliefs (Frontenac)
- Caisse populaire Desjardins de Broughton
- Caisse populaire d'économie de la Vallée de L'Amiante
- Caisse populaire Desjardins du Lac Aylmer

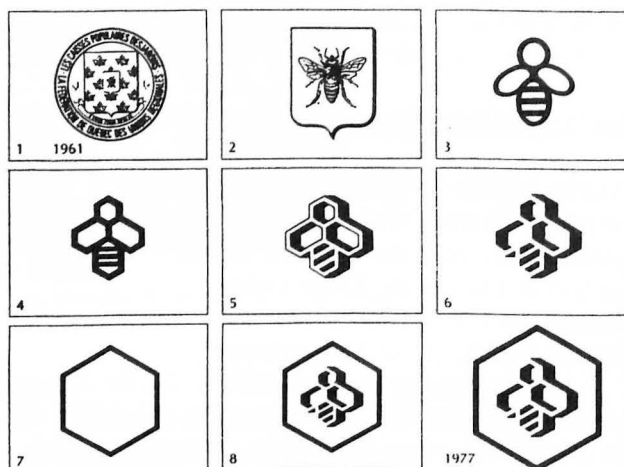
À compter de 1961, les Caisses populaires Desjardins adoptent de nouvelles armoiries qui lui permettent de se définir davantage. Avant 1961, les Caisses populaires utilisaient comme sigle les lettres « CPD » entrelacées et employaient des devises telles que « Tous pour un, un pour tous », « Aide-toi, le ciel t'aidera ». La nouvelle devise « S'unir pour servir », n'indique rien de plus qu'il y a, entre les dirigeants des Caisses, des liens puissants forgeant les mailles d'une chaîne qui rassemblent les Caisses, les relie aux Unions régionales et réunissent celles-ci à la Fédération de Québec. Tous ces liens ne font que renforcer et améliorer les services offerts à la communauté.

Le cercle d'azur représente un corridor de loyauté. Placées à l'intérieur du cercle, les Caisses populaires affiliées se sentiront plus rapprochées d'un centre, soit la Fédération. Ce cercle désigne par le fait même, un mur qui entoure les sociétaires à l'intérieur duquel les opérations ne sont réservées qu'aux seuls membres de la société. L'écu d'or semé de feuilles d'érable gris signifie que les activités des Caisses sont imprégnées de justice, de foi, de force et de constance. Le vert des feuilles représente le renouveau, l'espoir. Pourquoi une feuille d'érable? Pour démontrer l'origine canadienne de cette entreprise. Le petit écusson rouge marque la grandeur, l'audace et la vaillance. Quant à l'abeille, elle représente l'activité débordante que déploient les Caisses populaires Desjardins.

C'est d'ailleurs en se servant de cette abeille que la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec a créé en 1977 son nouveau symbole : une abeille stylisée dans son alvéole. Ce symbole traduit bien, par l'intégration de ses formes, la multiplicité des activités du Mouvement et leur regroupement en un ensemble unifié. Symbole d'appartenance entre tous les membres des Caisses. Il réaffirme la volonté de croissance et d'action, l'élan et le dynamisme qui l'animent. Le symbole s'inscrit dans la continuité historique du Mouvement Desjardins. Représentant au départ une abeille stylisée, le symbole s'identifie également à l'hexagone, forme parfaite de regroupement. L'image de l'abeille est associée au labeur, à l'efficacité, à la persévérance et à l'action commune. L'hexagone qui complète le symbole illustre les nombreuses composantes de la caisse populaire ou de la caisse d'économie et le vaste réseau de services financiers dont peu bénéficier l'ensemble des Québécois.

Le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins, n'existe qu'en fonction de la coopération de chacun de ses membres. Le nouveau symbole est donc à l'image même de l'action coopérative qui puise toute sa force dans la relation dynamique de ses composantes. La couleur verte, signe de croissance et de développement, évoque la volonté d'action, la jeunesse, l'espoir et la sagesse.

Enfn, le symbole du Mouvement des Caisses populaires et d'économie Desjardins veut exprimer l'intégration des différents paliers d'intervention et les liens qui unissent les institutions membres du Mouvement.



Les institutions du Mouvement Desjardins

Le Mouvement Desjardins aujourd'hui est présent dans plusieurs champs d'activités et de services. Ces développements se sont conciliés avec les exigences économiques et par les aspirations sociales. Depuis la fondation en 1900, le chemin parcouru est énorme. Avec le temps, des milliers d'institutions locales se sont formées. Cette force financière est de 35 milliards de dollars en 1988.

Les premières Caisses, de par leur vulnérabilité, se regroupèrent en Unions régionales pour favoriser leur efficacité, leur croissance et leur développement. De 1920 à 1944, 10 Unions régionales devenues aujourd'hui Fédérations virent le jour. En 1979, une 11^e venait se joindre au groupe.

Ces Fédérations sont ensuite unies dans une Confédération qui a comme tâche d'effectuer la surveillance de toutes les Caisses populaires et d'économie en plus de les seconder dans leur action et de les aider à perfectionner sans cesse leurs services aux membres.

Cette Confédération comprend aussi 4 institutions spécialisées. Ces organismes complémentaires, de même esprit que les Caisses, sont destinés à la protection et au service de la population. Elles sont membres de la Confédération au même titre que les Fédérations.

Institutions membres de la Confédération

- Le Groupe Desjardins, Assurances générales
- L'Assurance-Vie Desjardins
- La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie
- La Fiducie du Québec

Rattachées à ce centre de gravité qu'est la Confédération, il y a en plus 10 autres organismes complémentaires mais leur but est davantage de promouvoir, de renforcer et de développer le Mouvement Desjardins.

Institutions rattachées à la Confédération

- La Caisse centrale Desjardins
- La Société d'investissement Desjardins
- Le Crédit industriel Desjardins Inc.
- L'Institut coopératif Desjardins
- La Fondation Desjardins
- La Société de développement international Desjardins Inc.
- La Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins
- Le Centre Desjardins de traitement de cartes inc.
- La Société historique Alphonse Desjardins

Ce mouvement, dont la raison d'être est sociale et que l'on peut qualifier aujourd'hui d'empire, s'est développé selon des principes d'aide et de confiance mutuelles. L'œuvre n'aurait pas pu devenir ce qu'elle est sans que chaque Caisse ne se soumette à cette règle d'or. Ce qui est encore plus remarquable c'est qu'un homme convaincu comme Alphonse Desjardins ait pu rendre tant de services à la société et illustrer une fois de plus la maxime selon laquelle l'union fait la force : Desjardins, c'est nous tous!

Source : La Caisse populaire de Coleraine, 50 ans, 1938-1988, p.25-26.

De tout pour la population de Black Lake

Renald Turcotte

La croissance économique des années 50 a favorisé l'apparition et le développement de divers services, des commerces, des petites entreprises et des institutions financières. Ceux-ci ont permis de créer des emplois et mieux répondre aux besoins de la population de Black Lake. Grâce à l'annuaire téléphonique de 1952, nous avons pu réaliser la liste suivante.

Anthony's Pants		346, St-Désiré
Argouin R.	Camionneur	183, St-Désiré
Banque Canadienne Nationale		
Baril Donat	Épicerie	333, St-Désiré
Bélanger J. P.	Chaussures	235, St-Denis
Bell Telephone Co. of Canada		195, Notre-Dame
Bellavance Paul-Émile	Const. Gén.	164, St-Denis
Bergeron Joseph-Arthur	Produits	245, St-Joseph
Binette Augustin	Meubles	124, St-Désiré
Boisvert Edgar	Marchand	
Bolduc Arthur	Bois	314, St-Joseph
Caisse populaire		240, Notre-Dame
Coopérative agricole St-Désiré		428, St-Antoine
Côté J. A. & Fils	Assurances	110, St-Désiré
Côté & Laviolette	Meubles	St-Désiré
Couture Louis Hermond	Épicerie	362, St-Désiré
Croteau Ovila	Marchand	143, St-Georges
Dallaire Yolande	Épicerie	277, St-Désiré
Delisle Adélar	Garage	378, St-Désiré
Delisle Fernand	Camionneur	406, St-Désiré
Doyon Willie	Taxi	174, Notre-Dame
Dussault Alcide	Inspecteur de colonisation	154, St-Désiré
Fortier Alfred	Coupons	162, Notre-Dame
Fréchette J. A. & Fils	Restaurant	206, Notre-Dame
Fréchette J. H.	Photographe	206, Notre-Dame
Frisko John	Ferronnerie	292, St-Charles
Gagné Thomas	Épicerie	
Gagnon Edmond	Marchand général	130, St-Désiré
Gagnon Napoléon	Permis de pêche	
Gilbert Jos	Marchandises sèches	143, St-Désiré
Gingras Ernest	Forgeron	367, St-Désiré
Gouin Mme Arthur	Marchand	
Gouin Marcel	Électricien	255, St-Désiré
Grégoire Lucien	Assurances	238, St-Joseph
Grenier Aurèle	Garage	109, St-Georges
Hémond Jean-Guy	Épicerie	180, St-Désiré
Hôtel de Ville	Sec.trés., policiers-pompiers	Notre-Dame
Hould Dr Roland	Médecin	176, Notre-Dame
Houle Donalson	Plombier	Notre-Dame
Co. Bell Téléphone		194, Notre-Dame
Lamarche Bernard	Service de rép. électricien	174, Notre-Dame
Lamontagne Ludger	Camionneur	305, St-Joseph
Laughrea Dr Patrick	Médecin	202, Notre-Dame
Lefebvre Arthur	Menuisier	212, Notre-Dame

Legendre Alphonse	Police	185, Notre-Dame
Loubier Irenée	Meubles	153, St-Patrick
Maheux Siméon	Manufacturier	192, St-Joseph
Manoir Du Lac Noir	Bureau	
Marcoux Arthur	Garage	389, St-Désiré
Martin L.	Boulangier	154, St-Désiré
Mercier Louis	Tailleur	191, Notre-Dame
Morin Mme Dolorès	Corsets	118, St-Louis
Nadeau F.	Épicerie	204, St-Denis
New American Hôtel		302, Notre-Dame
Nicol J. R.	Agent	123, St-Denis
O'Brien P. A.	Hardware	
Pelletier Rodolphe	Coiffeur	335, St-Denis
Quebec Central Railway station		
Roberge Désiré	Boucher	181, St-Désiré
Roy Alphonse	Boucher	213, Notre-Dame
Roy Gérard	Épicerie	155, Notre-Dame
Taxi Royal		212, Notre-Dame
Telfer Construction Co.		
United Asbestos Corp. Ltd		
Vaillancourt Jean-Louis	Garagiste	99, Notre-Dame



Black Lake avant 1958

Source : SAHRA - Collection Gaétan Boucher

Historique

La maison O'Brien, construite vers 1882, est parmi les plus vieilles bâtisses de la rue Notre-Dame (aujourd'hui, rue du Lac-Noir) à Black Lake. Elle est située sur les lots 322-12-P (rue Notre-Dame) et 322-228 (rue St-Denis), rang VI du canton d'Irlande.

Le rôle d'évaluation de 1910 permet d'identifier les occupants du rez-de-chaussée. John O'Brien, 47 ans, marchand, son fils Albert, 22 ans, commis, travaillent au magasin général sis au numéro civique 280 (aujourd'hui, 4233, rue du Lac-Noir). La boutique du barbier Roméo Lisée est localisée au #282.

Lors du rôle d'évaluation de 1912, il n'y a que le magasin général au rez-de-chaussée. Un autre fils de M. O'Brien, Patrick, 21 ans, s'est ajouté au personnel du commerce. Le barbier, M. Lisée, s'est relocalisé ailleurs sur la même rue. La famille de John O'Brien demeure au premier et au deuxième étage de la bâtisse.

Que de souvenirs les murs de la maison O'Brien auraient à nous raconter! À cette époque, le magasin général était un des endroits les plus fréquentés par les citoyens de la municipalité. On y vendait presque de tout : tissus, vêtements, aliments, outils, articles de quincaillerie... Imaginons toute l'activité économique-sociale qui se déroulait dans ce commerce situé sur la rue principale, près du chemin de fer et de la gare du « Quebec Central Railway ». Cette artère importante de Black Lake (Lac Noir) était aussi la route nationale qui reliait le village à Sherbrooke et à Thetford Mines via la Beauce et Québec. Les gens se rendaient au magasin général non seulement pour acheter divers produits, mais aussi pour discuter, se rapporter les nouvelles du coin et se raconter des histoires ...

Architecture



Magasin O'Brien vers 1970
Source : SAHRA – Collection Clément Fortier

En général, les propriétaires ont su conserver le cachet d'antan de cette maison vernaculaire américaine monumentale. Cette structure simple nous vient de l'Est des États-Unis. Elle fut très populaire durant la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Il s'agit d'une architecture sobre, rectangulaire, de 40 pieds de longueur par 30 pieds de largeur, en bois, aux lignes géométriques, à deux étages et demi, coiffée d'un toit à pentes (2) douces décorées de deux petites lucarnes du côté droit et d'une seule du côté gauche. La façade principale est aménagée dans la partie la plus étroite. Ce qui accentue la ligne classique de l'ensemble puisque le pignon est organisé avec le retour de la bordure du toit à sa base, à la manière des temples gréco-romains.³² La toiture est recouverte de

tôle à la canadienne. Les ouvertures sont disposées avec équilibre, harmonie et symétrie. Un perron-galerie est accroché à la façade de l'étage. Les fenêtres à guillottes ont quatre carreaux. Les décorations extérieures en bois sont simples et limitées. Le matériau de

³² Michel Lessard et Huguette Marquis, *Encyclopédie de la maison québécoise, 3 siècles d'habitations*, p. 383

recouvrement le plus utilisé à cette époque était le déclin de bois.³³ La cheminée en brique est placée au centre du mur arrière. L'habitation repose sur des fondations en pierre et mortier. Une section servant d'entrepôt a été ajoutée à l'arrière de la maison. On peut y accéder par une porte. Il pourrait avoir été construit avec les matériaux de l'ancien magasin général de M.O'Brien à Maple Grove.

Il est surprenant de remarquer les murs et le plafond du sous-sol recouverts de planches étroites emboutées (bois de Colombie) et le plancher de terre battue. Le marchand devait sûrement y déposer divers articles.

L'intérieur du rez-de-chaussée a gardé son apparence originale. Les planchers sont en bois franc. Les murs sont recouverts de bois de Colombie. On y retrouve aussi les comptoirs d'autrefois. Le coffre-fort est dans le petit bureau situé à l'arrière du magasin. Un escalier étroit permettait de se rendre au logis familial.

Les étages supérieurs servaient de demeure au propriétaire. On y compte environ une dizaine de pièces. Certains murs et plafonds de l'étage sont recouverts de placoplâtre alors que ceux du dernier palier sont lambrissés de bois de Colombie. Il faut signaler la simplicité des boiseries des escaliers et des ouvertures.

Les propriétaires

Cette bâtisse aurait d'abord appartenu à M. P.-H. Poudrier. M. John O'Brien, marchand général à Maple Grove, en a fait l'acquisition vers 1909. Il a vécu dans cette maison jusqu'à son décès en 1940, année où ses deux filles, Léna et Emma, ont pris la relève. Léna est morte en 1968 et Emma en 1995. Normand Martineau a pris possession de cette propriété en 1995. Le commerce n'a jamais fermé officiellement ses portes bien qu'il ne soit plus en opération. Afin de protéger ce trésor patrimonial, la Société du patrimoine de Thetford Mines l'a achetée le 8 mai 2003. Ce projet s'est réalisé grâce au support financier des Caisses Desjardins de la région de l'Amiante et de la ville de Thetford Mines.

L'avenir de la maison O'Brien

Après quelques retouches à l'intérieur du rez-de-chaussée, la maison O'Brien est fin prête pour sa nouvelle vocation socio-culturelle. La Société du patrimoine de Thetford Mines a pour objectif de promouvoir et mettre en valeur le magasin général O'Brien en élaborant un programme d'animation et d'explication d'un magasin général d'autrefois à des fins touristiques, en mettant aussi sur pied une vitrine commerciale à l'intérieur du bâtiment pour la vente de produits artisanaux de la région. Les responsables doivent aussi sensibiliser la population à l'histoire et au patrimoine du secteur de Black Lake, particulièrement l'histoire minière, économique (Caisses populaires, commerce, ...) et sociale. Pour atteindre cet objectif, il leur faut élaborer des expositions de photos anciennes, créer des documents historiques (ex. Le Bercail ...) et présenter des conférences concernant l'histoire et le patrimoine locaux et régionaux. La maison O'Brien redevient ainsi un lieu d'accueil, de rencontres, d'échanges pour la population d'ici et les visiteurs.

Bienvenue aux visiteurs!

³³ Idem 32, p. 388

Le centenaire de la Maison A. Setlakwe représente davantage que le centième anniversaire d'existence d'un commerce florissant. C'est une véritable page d'histoire de la région qui se tourne.

Seul survivant d'une famille de six frères, Aziz Sarafian, a fui sa ville natale de Mardine dans l'Empire ottoman en 1895. Cinq des six frères Sarafian avaient été massacrés jusque là sauf Aziz à l'occasion du génocide auquel se sont livrés les Turcs à l'endroit des chrétiens arméniens de 1885 à 1915. Aziz arrive donc en terre d'Amérique avec ses deux fils, Michel et Calil, en 1904. On le connaît alors sous le nom de Setlakwe. En effet, antérieurement, les parlants arabes utilisaient l'expression «setta khoué», expression signifiant «les six frères».

Premier immigrant arménien à s'installer au Québec, il choisit Disraeli et s'y établit pour se lancer en affaires en 1904. Il déménage ensuite à Thetford Mines. Comme colporteur, il vend des épingles, des aiguilles, des boutons, des tissus et des vêtements.

De 1906 à 1908, le commerce fonctionne à l'angle des rues Notre-Dame et Smith. Il faut attendre en 1908 pour voir s'ériger un nouveau bâtiment uniquement en bois sur l'emplacement actuel. En 1929, l'Almanach des Adresses publié par l'Imprimerie Alfred Frenette indique que les magasins Setlakwe sont situés aux numéros civiques 254 et 258 de la rue Notre-Dame. Le fondateur de la Maison A. Setlakwe, Aziz Setlakwe, décède en 1933.



Esquisse du magasin A. Setlakwe

Source : SAHRA - Fonds Le Canadien, 29 octobre 1936

L'édifice est détruit en 1937. Il fera place à une toute nouvelle construction en béton armé, première du genre à Thetford Mines. La mort du fondateur amène ses fils Calil, Michel, Samuel et Joseph à prendre l'entreprise en main et à la gérer. Chacun des frères avait son champ d'activité. Le commerce étant le plus grand et le plus complet de la région, on y vient de la Beauce et des Cantons de l'Est pour y trouver des vêtements pour toute la famille.

L'édifice Setlakwe conserve son même état jusqu'en 1953. Lors de cette même année, on procède à un agrandissement afin d'augmenter la quantité de marchandises pour répondre à la demande croissante des clients.

En 1958, s'ajoute le rayon pour enfants. La voûte de fourrure et le rayon du cadeau déménagent alors au deuxième étage du magasin. Pendant la même année, les propriétaires de l'entreprise décident d'ouvrir un deuxième magasin Setlakwe et s'installent à nouveau à Disraeli. Quelques années plus tard, en 1965, un troisième commerce Setlakwe ouvre ses portes à Sainte-Marie de Beauce.

Les magasins Setlakwe demeurent fidèles à leur ligne de conduite de vêtir toute la famille. Cependant les magasins de Disraeli et de Sainte-Marie n'offrent que des vêtements féminins. Celui de Thetford Mines dispose d'une gamme complète de vêtements féminins, masculins et pour enfants. Nous y trouvons aussi des chaussures pour tous et une boutique de ski, vêtements et équipements, très réputée. La fourrure constituera une spécialité de la Maison A. Setlakwe qui dispose d'une voûte d'entreposage et d'un service de transformation et de réparation. Lingerie de maison et éventail considérable de cadeaux pour toutes les occasions y sont disponibles.



Rayon de vêtements pour homme
Source : SAHRA - Fonds Magasin A. Setlakwe

En 1970, Raymond C. Setlakwe est nommé à la présidence de la compagnie. Il sera appuyé de Richard et Stephen Setlakwe. Désirant prendre de l'expansion, Raymond et Richard Setlakwe fondent la division Silhouette qui se spécialise dans la lingerie féminine. Des boutiques ouvrent leurs portes dans plusieurs centres commerciaux de la province à Montréal, Québec, Sherbrooke et le dernier à Victoriaville en 1993. En 1999, on compte 14 succursales dont six à Québec et Montréal, une à Sherbrooke et une à Victoriaville. Ce nombre passe à 17 en 2000.

Entre-temps, en 1986, Raymond et Richard Setlakwe font l'acquisition de la société Saint-Hilaire, firme d'importation de vêtements pour hommes et pour dames qui proviennent surtout de l'Europe. On y retrouve de grands noms comme Chantelle, Kangol ou Cavita.

Actuellement, en 2004, c'est la troisième génération de Setlakwe qui est à la tête de la compagnie. Quelques membres de la quatrième génération sont impliqués directement dans le fonctionnement des magasins au niveau des achats de marchandises.

L'entreprise compte 175 employés. Le magasin à grande surface de Thetford Mines occupe 35 000 pieds carrés répartis sur trois étages. On y trouve 14 boutiques spécialisées et rénovées.



Magasin A. Setlakwe en 1967
Source : SAHRA - Fonds Jacques Fugère

Au cours de ce siècle d'histoire, A. Setlakwe aura traversé une gamme d'événements heureux et malheureux : le développement rapide de la région, les deux Grandes Guerres Mondiales, la crise économique des années 30 et les soubresauts de l'économie régionale. L'entreprise aura tout de même continué de progresser pour devenir l'une des premières au Québec à célébrer, dans son secteur d'activités, son centenaire.

« On peut l'aimer ou simplement le supporter, on a beau le modifier, le doubler ou le renier, une chose immuable en ce bas monde est que notre nom de famille nous suit toute notre vie. »³⁴

Durant le 19^e siècle, quelques familles sont venues s'établir sur des terres de la région. Elles vivaient alors de l'exploitation agro-forestière. À la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, l'industrie minière (amiante chrysotile) créant de nombreux emplois a attiré plusieurs travailleurs. La majorité de ces nouveaux arrivants (Lessard, Vachon, Roy, Poulin, Jacques...) provient surtout des régions de Thetford et la Beauce. Puis, des gens de Lotbinière et des Bois-Francs se sont ajoutés aux familles pionnières.

Il m'apparaît donc intéressant de connaître les patronymes de la MRC de L'Amiante et quelques localités avoisinantes. Notre région compte environ 40000 habitants. En consultant l'annuaire téléphonique de l'an 2000, j'ai découvert approximativement 2000 patronymes (francophones 98%, anglophones 1,8%, allophones 0,2%). Il faut noter que le bottin ne mentionne qu'un nom par adresse.

Afin d'éviter une liste interminable, je me suis limitée aux 15 patronymes les plus fréquents. Bien que mes chiffres ne soient pas scientifiques, je vous présente donc le classement de ces noms et leur position au niveau provincial en 2003.

Classement régional	Fréquence dans l'annuaire	Classement provincial	Classement régional	Fréquence dans l'annuaire	Classement provincial
1 - Lessard	525	35 ^e	9 - Côté	253	3 ^e
2 - Vachon	436	84 ^e	10 - Gagné	246	10 ^e
3 - Roy	406	4 ^e	11 - Bolduc	242	63 ^e
4 - Poulin	379	28 ^e	11 - Gagnon	242	2 ^e
5 - Jacques	323	95 ^e	12 - Cloutier	240	24 ^e
6 - Grenier	295	33 ^e	13 - Grégoire	231	174 ^e
7 - Fortier	287	69 ^e	14 - Gosselin	217	50 ^e
8 - Nadeau	267	29 ^e	15 - Couture	209	39 ^e

La position des patronymes régionaux ne correspond pas exactement avec celle de la province. Voici le classement des 15 patronymes québécois les plus nombreux³⁵ :

1 - Tremblay	6 - Gauthier	11 - Pelletier
2 - Gagnon	7 - Morin	12 - Bélanger
3 - Côté	8 - Lavoie	13 - Bergeron
4 - Roy	9 - Fortin	14 - Lévesque
5 - Bouchard	10 - Gagné	15 - Simard

Ceci n'est qu'un simple aperçu des noms de famille d'ici car il reste encore bien d'autres observations à réaliser à ce sujet.

34- Valérie Gaudreau, Le Soleil, le dimanche 15 juin 2003, p. A-8

35- Idem 34

La Société des archives historiques de la région de L'Amiante vous invite à venir consulter les documents du fonds Charles King. Ceux-ci témoignent de sa vie professionnelle et personnelle au moment où il est commerçant de bois dans notre région et dans la province de Québec entre 1830 et 1907. Le fonds d'archives illustre les dépenses et revenus rattachés à l'exploitation de cette matière première et permet de reconstituer les liens entretenus avec divers clients, fournisseurs et entrepreneurs.

Originaire d'Angleterre, Charles King s'installe en 1829 à Québec. Le 8 juin de la même année, il épouse Sarah Murray. Le couple élit domicile à St-Antoine-de-Tilly où Charles King fait le commerce du bois et exploite un moulin à scie. Onze enfants naissent de l'union : Charles, William, John, Henry, Edmund, Frederick, Emma Caroline, Charles, Mary Mathilda, Jane et James. Sarah Murray décède le 28 janvier 1861 et Charles King, le 1^{er} mars 1876. Tous deux sont inhumés à Lyster.

Charles King vit principalement du commerce du bois. En 1860, comme la colonisation et la coupe du bois s'étendent rapidement, il fait l'acquisition de nombreuses propriétés notamment dans les comtés de Gaspé, Kamouraska, Arthabaska et Lotbinière. Dans le comté de Mégantic, il possède des terrains plus spécifiquement dans les cantons de Nelson, Inverness, Irlande et Thetford. À l'achat de ces lots, il acquiert le droit de coupe et est ainsi considéré comme un important commerçant de bois. Dans le canton de Thetford, il détient des lots dont la surface totalise 5,000 acres dans les rangs IV, V et VI. Suite au décès de Charles King, ses fils et plus particulièrement James, prennent la relève de l'industrie forestière qui porte le nom « King Brothers Co. ». En 1876, la découverte de l'amiante dans ce canton permet à la famille King de diversifier ses investissements et son intérêt s'oriente vers l'exploitation minière dès 1878, année où la compagnie débute ses opérations sur le lot 26 des rangs V et VI. L'entreprise offre des services à proximité de ses installations qui favorise la concentration de résidences d'ouvriers créant une agglomération nommée en 1892 « Kingsville ». En 1905, le village s'agrandit et devient « Ville de Thetford Mines ».



James King, vers 1878
Source : SAHRA - Fonds Les
Célébrations du centenaire de Thetford
Mines 1992.

Nous désirons remercier Monsieur Elphège Boissonneault qui a bien voulu déposer ce fonds d'archives à la SAHRA dans le but d'en assurer une meilleure conservation et de le rendre accessible au public. Ce dernier est l'actuel propriétaire de la maison, située à Lyster, ayant appartenu à la famille King. Cette transaction n'aurait pu avoir lieu sans le concours de Renald Turcotte qui lui a recommandé de verser ces documents à la SAHRA. Nous tenons également à remercier les Archives nationales du Canada et le Conseil canadien des archives pour leur support financier qui a permis le traitement et la diffusion de cette richesse documentaire.

L'année 2004 est déjà entamée de belle façon au moment où ce message vous parvient. Votre conseil d'administration a tenu sa première réunion de l'année le 6 février à la Maison de la Généalogie de Montréal. À cette occasion, il a accepté Madame Josée Nibert de la Société d'histoire Maria-Chapdelaine de Dolbeau, comme nouvelle administratrice. Il a aussi accepté deux nouvelles sociétés comme membres réguliers: la Société d'histoire de La Prairie-de-la-Madeleine et la Société d'histoire de Montmagny, ainsi que deux membres associés: la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie et l'Écomusée de l'Au-Delà. Bienvenue parmi nous !

Par ailleurs, le conseil a entériné un protocole avec la Fédération Française de Généalogie pour la continuation du Fichier Origine et avec les Archives nationales du Québec pour son hébergement. J'en profite pour exprimer toute notre reconnaissance à M. Denis Beauregard qui s'est chargé de mettre en forme et en ligne le dit Fichier depuis sa création.

Le Conseil a aussi accepté d'accorder une aide accrue à la Société de généalogie et d'archives de Rimouski pour l'organisation du congrès 2004 et **la candidature de la Société d'histoire et de généalogie de la région de Thetford Mines pour l'organisation du congrès de 2006**. Depuis ce conseil d'administration, le président, le trésorier et la directrice générale ont aussi participé à une réunion du comité d'organisation du Congrès de la Confédération internationale de généalogie et d'héraldique à Québec en 2008. M. Robert D. Watt, responsable des congrès pour la CIGH, a félicité le comité pour son efficacité dans la préparation de cet événement.

Le 7 février se tenait un conseil de généalogie dont le thème principal était: «Qu'est-ce que votre Fédération peut faire pour ses membres au cours des trois prochaines années?». Mais auparavant, les sociétés présentes ont fait état de leurs dernières réalisations et de leurs préoccupations. Il en est une qui est revenue plusieurs fois, à savoir les décrets épiscopaux envoyés dans plusieurs diocèses à la fin de l'année 2003 au sujet de la confidentialité et de la protection des registres paroissiaux. Il ne s'agit pas d'une position nouvelle de la part des évêques du Québec, mais nous sommes étonnés de la voir répétée avec autant d'insistance à ce moment-ci. Il a été demandé que la Fédération intervienne auprès des autorités concernées pour les sensibiliser à nos intérêts réciproques dans le dossier. Vers la mi-février, le gouvernement Martin «ressuscitait» treize projets de loi laissés en plan par le gouvernement Chrétien. Heureusement, le projet de loi S-13 concernant les recensements fédéraux n'est pas de ceux-là. Il n'en faut pas moins rester vigilants à cet égard et surtout sensibiliser nos élus à notre cause. Rappelons qu'au moment des discours en deuxième lecture à la Chambre des communes, aucun des députés du Québec, tant du gouvernement que de l'Opposition, n'a manifesté de préoccupation sur les difficultés d'accès aux recensements après 1901.

En finale, je tiens à rappeler à nos sociétés membres que quatre postes d'administrateurs sont ouverts pour élection à notre prochaine assemblée générale. Les sociétés doivent nous transmettre une résolution de leur conseil d'administration pour appuyer la candidature de leur choix.

À bientôt, donc, au Congrès de Rimouski !

Vous pouvez obtenir le texte complet de l'Info-Généalogie sur le site Internet de la Fédération à l'adresse suivante : <http://www.federationgenealogie.qc.ca>



Magasin O'Brien sur la rue Notre-Dame à Black Lake, vers 1910
Source : SAHRA – Collection Clément Fortier